

Trans
continentales

Transcontinentales

Sociétés, idéologies, système mondial

7 | 2009
Varia

La crise kenyane de 2008

Les leçons de Kuresoi

The 2008 Kenyan Crisis. Lessons from Kuresoi

Bernard Calas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/350>

ISBN : 978-2-7351-1559-4

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 7-30

ISBN : 978-2-200-92512-3

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Bernard Calas, « La crise kenyane de 2008 », *Transcontinentales* [En ligne], 7 | 2009, document 1, mis en ligne le 24 mars 2010, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/350>

Tous droits réservés

La crise kenyane de 2008

Les leçons de Kuresoi

Bernard Calas

Du 27 décembre 2007 au 17 avril 2008, la crise kenyane¹ voit se succéder quatre moments distincts : la période électorale proprement dite, du vote du 27 décembre à l'annonce des résultats le 30 décembre 2007 ; la crise dans toute la complexité de la confusion des types de violences (du 30 décembre au début février), dont le bilan humanitaire s'élève à 1 162 morts documentées² et 350 000 déplacés (*Internally Displaced Persons*, IDP) dans plus d'une centaine de camps³ ; la négociation de l'accord de partage du pouvoir du 15 janvier au 28 février, date de sa signature sous la houlette de Kofi Annan – installé au Kenya pendant pas moins de quarante et un jours comme médiateur ; et, enfin, entre le 28 février et le 18 avril, les tractations entre *Big men* kenyans pour la constitution du gouvernement de Grande Coalition. Le *Standard* peut alors titrer, mi-scandalisé, mi-soulagé, qu'il n'y a « Pas de Mercedes neuve pour Raila », le nouveau Premier ministre, sonnante ainsi le retour à une vie politique normale et fermant la parenthèse de ces quatre mois qui ont propulsé le pays sur le devant de la scène médiatique mondiale.

1 – Raila Odinga, candidat de l'Orange Democratic Movement (ODM), parti d'opposition formé pour porter le non au référendum constitutionnel de 2005, est battu aux élections présidentielles du 27 décembre, grâce à des fraudes, par le président sortant Mwai Kibaki, leader d'une coalition emmenée par le Party for National Unity (PNU). Cependant, aux législatives qui ont eu lieu le même jour, l'ODM l'emporte devant la coalition présidentielle. Au terme de la crise, Raila Odinga est désormais Premier ministre et Mwai Kibaki reste le président de la République, si bien que, de fait, l'opposition disparaît formellement : on assiste depuis à une recomposition des positions politiques, recomposition largement influencée par la perspective des élections de 2012.

2 – Kenya National Commission on Human Rights (KNCHR), *On the Brink of the Precipice : a Human Rights Account of Kenya's post 2007 Election Violence*, Nairobi, août 2008, 156 pages.

3 – La grande dispersion des camps de déplacés kenyans illustre la dispersion et le caractère localisé des tensions. Rien à voir avec les masses rwandaises, rassemblées en 1994-1996 dans les camps de Tanzanie et du Zaïre. Rien à voir non plus avec les volumes concentrés dans les bourgades du nord de l'Ouganda à cause de la guerre civile qui y oppose l'armée aux rebelles de la Lord Reform Army.

L'accord de partage du pouvoir voit les trois principaux protagonistes de la compétition présidentielle – Mwai Kibaki candidat du Parti de l'unité nationale (Party for National Unity, PNU), Raila Odinga candidat du Mouvement démocratique orange (Orange Democratic Movement, ODM) et Kalonzo Musyoka candidat du Mouvement démocratique orange - Kenya (ODM-K) – participer au gouvernement, respectivement comme président réélu, Premier ministre et vice-président.

Cet article ne reviendra pas sur les élections du 27 décembre 2007 et leurs résultats, ni sur le déroulement de la crise qui a suivi et à laquelle le monde a assisté, pétrifié par l'effondrement apparent d'un pays jusque-là considéré comme un îlot de stabilité et de relatif développement dans une région agitée⁴. À partir d'une étude de la circonscription électorale de Kuresoi, dans le district de Molo, au centre-ouest de la province de la vallée du Rift⁵, mon travail souligne certains des facteurs structurants de cette élection et de cette crise, bien plus profonde que la seule contestation des résultats truqués; il étaye la lecture que, à la suite d'autres chercheurs, j'ai faite des quatre premiers mois de 2008, non pas bifurcation ou rupture, mais réplique de ces secousses répétées qui agitent et ensanglantent le Kenya depuis le retour du multipartisme⁶ en 1991. Il s'agit ensuite de questionner la formule «violences post-électorales» qui, en liant violences et élections, désigne la période comme quasi autonome. De ce fait, cette formule sépare périodes électorales et périodes interélectorales, et normalise ces dernières en gommant les contradictions et les tensions récurrentes sur lesquelles s'inscrivent et avec lesquelles jouent les stratégies politiques. Le présent article entend rappeler que la réalité est plus complexe et que, bien qu'essentiels à la compréhension de la géographie contrastée de la violence, les seuls enjeux électoraux ne suffisent pas à en circonscrire les facteurs.

4 – Pour approfondir les pistes lancées par cet article, le lecteur se référera au dossier réalisé sous la direction de Jérôme Lafargue, pensionnaire scientifique de l'IFRA, par les chercheurs de l'IFRA : *Cahiers d'Afrique de l'Est*, n° 37, janvier-avril 2008, 304 pages. Ce numéro spécial consacré aux élections générales de 2007 peut-être complété par le mini-dossier «Élections kenyanes» paru dans *Politique africaine*, n° 109, mars 2008, ainsi que par «Election fever : Kenya's Crisis», *Journal of Eastern African Studies*, vol. 2, n° 2, Nairobi, British Institute in Eastern Africa (BIEA)-Routledge, juillet 2008.

5 – L'architecture administrative du Kenya emboîte huit provinces dont celle de la vallée du Rift, des districts (équivalents de nos départements dont ceux de Molo et de Nakuru), des *locations* (cantons), des *sub-locations*. L'architecture électorale ne coïncide que grossièrement avec cette carte administrative puisque les 210 circonscriptions électorales sont dessinées à l'intérieur des districts mais ne correspondent que rarement aux *locations* administratives. Le district de Molo comporte deux circonscriptions électorales : celle de Kuresoi et celle de Molo elle-même.

6 – L'indépendance avait été accordée sous les auspices du multipartisme, opposant notamment la Kenya African National Union (KANU) centralisatrice à la Kenya African Democratic Union (KADU) fédéraliste. Au Kenya comme dans la plupart des pays africains, la période postcoloniale a vu le recul de la démocratie multipartiste. La KANU est devenu *de facto* parti unique en 1969, *de jure* à partir du changement constitutionnel de 1982. Cependant, en décembre 1991, sous la pression des mouvements étudiants, de la société civile et des bailleurs, le régime Moi (Daniel Arap Moi a été le 2^e président de la République du Kenya de 1978 à 2002) fut obligé d'accepter le retour du multipartisme et d'organiser les premières élections multipartistes en 1992.

La circonscription de Kuresoi
Au cœur de la (crise) politique kenyane

Pourquoi s'intéresser spécifiquement à la circonscription de Kuresoi? Parce que, depuis 1991, elle est au cœur de la (crise) politique kenyane, et qu'elle met en lumière l'articulation entre les périodes pré- et post-électorales et les tensions de longue durée qui travaillent la société kenyane; ensuite, parce qu'elle permet de préciser l'intrication entre déterminants d'échelle nationale, manipulations politiques et facteurs locaux, dans la maturation, le déclenchement et la prolongation de la violence. Surtout, à partir de cet exemple, c'est la nuance – souvent hâtivement gommée et pourtant essentielle à la compréhension de la subtilité des situations différenciées – entre tensions et violences qui est rappelée. En effet, si au Kenya les facteurs de tension ne manquent pas, ils sont loin de tous toujours dégénérer en violences. Enfin, parce qu'au cœur de la zone de tensions de la vallée centrale du Rift, elle invite le géographe à revisiter la structuration géopolitique interne du Kenya et, notamment, à réfléchir à la notion de frontière⁷.

Les élections du 27 décembre 2007 à Kuresoi

En décembre 2007, la circonscription de Kuresoi compte 90 949 inscrits sur les listes électorales (contre 62 321 en 2002 et 56 000 en 1997). La participation y atteint 75 %, (contre 86 % en 1997 et 60 % en 2002)⁸. Aux présidentielles, Mwai Kibaki (19 146 voix) y est nettement devancé par Raila Odinga (50 470 voix). Aux législatives, Zakario Cheruiyot, le candidat du Mouvement démocratique orange, récolte 25 875 voix et est élu député de l'opposition parlementaire. Il n'est pourtant élu qu'avec moins de 30 % des inscrits⁹. En effet, il ne devance que d'un peu plus de 4 000 voix son concurrent le plus proche – Moses Cheboi, l'ancien député, transfuge de la Kenya African National Union au Safina¹⁰ – puisque celui-ci engrange 21 332 voix. Le candidat du Parti de l'unité nationale, Thuku Kabiya, reçoit 9 870 votes et Joseph Kebenei, de la KANU, 4 012 voix¹¹. La victoire serrée du candidat ODM tient donc pour partie à la dispersion de ses concurrents locaux. La différence des scores des candidats de l'ODM aux législatives et aux présidentielles

7 – Voir à ce propos l'article de Claire Médard, « Quelques clés pour démêler la crise kényane : spoliation, autochtonie et privatisation foncière », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, n° 37 « Les élections générales de 2007 au Kenya », janvier-avril 2008, p. 81-98.

8 – Institute For Education in Democracy, *Understanding elections in Kenya A Constituency Profile Approach*, Nairobi, 1998, p. 245-246.

9 – *Daily Nation*, 30 décembre 2007.

10 – À partir de l'introduction du multipartisme en 1991, au cours de la seconde partie du régime Moi, la KANU soutenait le gouvernement. Elle est considérée comme le parti KaMaTuSa, du nom des ethnies de la vallée du Rift, Kalenjin, Masaï, Turkana et Samburu. Au contraire, le Safina est un parti kikuyu, l'ethnie de la province centrale, parti d'opposition jusqu'en 2002, puis participant à la coalition gouvernementale du président Kibaki, lui-même un Kikuyu. Le Safina est financé par certains millionnaires kikuyu dont Paul Muite, Charles Njonjo et sans doute Uhuru Kenyatta, le fils du premier président Jomo Kenyatta. Le passage de la KANU au Safina de Cheboi – véritable virage à 180 degrés – est révélateur du cynisme des hommes politiques kenyans et de l'instrumentalisation tactique des partis politiques.

11 – *Saturday Standard*, 29 décembre 2007, p. 10

souligne la disjonction des enjeux locaux et nationaux, le brouillage introduit par la multiplicité des candidatures locales et la défiance qu'éprouve la majorité des électeurs de la circonscription vis-à-vis de leur nouveau député.

Dans la circonscription voisine de Molo, le nouveau député, Joseph Kiuna, candidat du PNU, a été élu avec 54 057 voix contre 18 010 à son plus sérieux opposant et aux présidentielles, Mwai Kibaki a reçu 75 261 voix contre 23 268 à Raila Odinga. La cohérence du vote entre présidentielles et législatives y est donc plus grande qu'à Kuresoi¹². En 2002 déjà, les résultats des législatives avaient été relativement serrés à Kuresoi par rapport à ceux de Molo. Le vainqueur d'alors, Moses Cheboi, n'avait été élu que par 16 581 électeurs sur les 62 321 inscrits, soit moins de 26 % du corps électoral.

À Kuresoi, la violence ne suit pas les élections, mais elle les précède. La circonscription est minée par les affrontements depuis longtemps. Le 9 décembre 2007, le *Daily Nation* titrait déjà «Le prix du tribalisme politique» à propos d'une enquête approfondie sur les conflits qui enflammaient la circonscription depuis six semaines. D'après l'organisation chargée des déplacés, les violences y avaient déjà fait 25 morts, 16 000 déplacés et 250 maisons brûlées, alors que les chiffres de la police faisaient état de 16 morts, 280 familles déplacées et 67 maisons brûlées. Selon les reporters, ces dégâts résultaient d'opérations de nettoyage ethnique préélectorales destinées à empêcher les non-Kalenjin – principalement Kikuyu et Kisii – de prendre part au vote du 27 décembre 2007. Kuresoi se situe en effet au cœur de la zone de cohabitation de la vallée centrale du Rift : quelque 35 000 des 90 000 inscrits sur ses listes électorales sont Kikuyu ou Kisii, les autres étant Kalenjin¹³, plutôt Kipsigis.

Les modalités concrètes de ces opérations de nettoyage ethnique sont connues. Les assaillants intimident d'abord leurs victimes en leur adressant des messages et des lettres anonymes très explicites. À quelques kilomètres de Kuresoi, à Likia, dès mai 2007, un message anonyme avait été largement diffusé, qui mettait en garde les étrangers à la région en clamant : «Ceci est notre terre depuis avant [sous-entendu la colonisation]... Le temps est venu pour vous de quitter notre terre et de retourner

12 – Ces deux circonscriptions rappellent que, au-delà du hold-up électoral opéré par Kibaki sur la présidentielle, les législatives de décembre 2007 ont vu un certain renouvellement du personnel politique. Jamais autant de députés sortants n'avaient été battus depuis l'Indépendance, que ce soit dans les secteurs acquis à l'opposition ou dans les bastions du pouvoir ; jamais la chambre n'avait été renouvelée à ce point, ce qu'illustrent l'élection d'un novice en politique à Molo et l'échec du sortant à Kuresoi. L'ampleur de ce renouvellement de personnel politique est cependant à nuancer car il est difficile de soutenir que Cheruiyot débute en politique, dans la mesure où il s'agit d'un ancien *permanent secretary* de la sécurité intérieure au Bureau du président du dernier gouvernement Moi.

13 – Les Kalenjin forment une confédération lâche de plusieurs groupes ethniques : Nandi, Tugen, Kipsigis, Pokot, Sabaot, Keyio, Marakwet. La proximité linguistique et coutumière entre ces groupes a été instrumentalisée par le régime Moi (lui-même tugen) pour former une base sociale volumineuse destinée à contrecarrer le poids des autres ethnies dont les Kikuyu (20 %), les Luo (11 %), les Luhya (14 %) et les Kamba (10,3 %). En 1999, les Kalenjin représentaient 12,1 % de la population. Cependant, à l'intérieur de cet ensemble kalenjin, les relations sont loin d'être idylliques comme l'attestent les voisinages parfois violents entre Pokot et Marakwet ou entre Keyio et Nandi.

sur les vôtres !... Quiconque désobéira sera tué ! L'armée des protecteurs et propriétaires de la vallée du Rift est prête à combattre pour ses droits jusqu'à la dernière goutte de sang¹⁴ ! » Souvent relayés par les radios locales – la radio kalenjin Kass a été montrée du doigt par la plupart des rapports des *think tanks* –, ces messages en langue vernaculaire ont pour but de pousser les habitants à fuir dans les forêts, les champs ou vers les camps de réfugiés urbains ; après quoi leurs maisons sont incendiées, ce qui empêche toute velléité de retour à court terme. Les témoignages montrent que la violence est organisée par des notables locaux – propriétaires, députés, maîtres d'écoles, commerçants, propriétaires de *matatu* (taxis collectifs) – et que les résidents, s'ils n'obtempèrent pas aux injonctions les pressant de prendre une part active aux nettoyages et s'ils ne se montrent pas empressés à soutenir les opérations violentes, soit directement, soit indirectement sous forme de financement, sont menacés de représailles par leurs frères ethniques. Le rapport de la Commission nationale kenyane des droits de l'homme (Kenya National Commission on Human Rights, KNCHR) dénonce « la pression mise sur les hommes jeunes pour défendre leur communauté en participant au combat... Cette pression a certainement contribué à la diffusion de la violence dans la mesure où ces jeunes avaient souvent peu de latitude pour décider de participer ou non à ces combats. Même dans la communauté d'affaires, la pression était forte pour imposer l'agenda ethnique¹⁵ ». Le rôle de cette contrainte sociale dans la mobilisation des énergies violentes, la polarisation forcée des identités ethniques et la construction des nationalismes ethniques sont au point de départ de l'intrigue du roman *The Last Villains of Molo*¹⁶. En 2007-2008, le désœuvrement des adolescents scolarisés dont les écoles étaient fermées à cause des événements a fourni aux recruteurs de milices un gisement de main-d'œuvre supplémentaire, facilement mobilisable, alimentant ainsi la peur que le Kenya ne connaisse à son tour le phénomène des enfants-soldats. La violence résulte d'abord de la grande pauvreté et de l'oisiveté forcée des jeunes hommes – encore souvent des écoliers ou des lycéens à la rue du fait de la fermeture de leur établissement – prêts à s'enrôler dans les milices et à tuer pour des sommes dérisoires (15 000 shillings, soit 150 euros selon Human Rights Watch¹⁷, 200 à 500 shillings, soit entre 2 et 5 euros selon le *KNCHR Report*). Ainsi, beaucoup d'élèves de l'Amaro Secondary School, un des lycées de la circonscription, ont-ils participé aux violences aux côtés des miliciens kalenjin¹⁸.

Les premières escarmouches remontent au 20 octobre 2007 à Cheptagunu, où deux maisons sont brûlées et trois personnes lynchées¹⁹. Cet incident réenclenche le cycle violence/vengeance puisque les 24 et 26 octobre, des maisons sont brûlées à Kamwaura et Githiriga et 24 têtes de bétail sont volées. Début novembre 2007,

14 – Cité par IRIN (Integrated Regional Information Networks), septembre 2007. Toutes les traductions sont de l'auteur de l'article.

15 – KNCHR, *On the Brink of the Precipice...*, op. cit., p. 72.

16 – Kinyanjui Kombani, *The Last Villains of Molo*, Nairobi, Acacia Publishers, 2004, 186 pages.

17 – Human Rights Watch, *Ballots to Bullets. Organized Political Violence and Kenya's Crisis of Governance*, New York, mars 2008, p. 72

18 – KNCHR, *On the Brink of the Precipice...*, op. cit., p. 79.

19 – *Standard*, 6 décembre 2007. L'hypothèse d'une provocation des milices kikuyu n'est pas à exclure.

l'arrivée du General Service Unit (GSU)²⁰ calme momentanément le secteur. Mais, à la fin du mois, l'épisode des *nominations* rallume les hostilités²¹. En effet, une émission de radio en kipsigis diffuse une fausse nouvelle concernant la soi-disant nomination de Moses Cheboi, l'ancien député, comme candidat ODM alors que les primaires avaient été remportées par Cheruiyot. Aussi le 27 novembre, des miliciens attaquent-ils Temuyota 4 farm; le soir même, la vengeance touche Giticha, Murinduka et Nyakinya. Le 29, deux bandes s'affrontent et le 3 décembre, ce sont des boutiques de commerçants kikuyu du Keringet Trading Centre qui sont pillées puis brûlées. Aussi, dès le 5 décembre, les familles de 300 des travailleurs des plantations de thé de Kiptagich²² – souvent des Kikuyu ou des Kisii, pourtant sans propriété à Kuresoi – campent-elles autour du bureau du *District Officer* d'Olunguruone et 200 familles au poste de police de Keringet²³. Les élections passées, la violence s'accroît. Les 1^{er} et 2 janvier, des dizaines de maisons ont été incendiées dans la circonscription, aux lieux-dits de Nyakinuyia, de Karirikabinia et de Muchorwe notamment²⁴. La toponymie révèle que les agresseurs visaient essentiellement des hameaux kikuyu. Ces violences incitent les victimes – surtout des autochtones kikuyu et kisii – à s'installer dans des camps de fortune, provisoires et plutôt urbains. Dès le début décembre 2007, à la suite des frictions de Kuresoi, un camp de personnes déplacées est installé à la Apostolic Faith Church, une église évangélique kikuyu localisée entre le Molo District Commissioner Office et le Molo Police Post. Dans la vallée centrale du Rift, ces déplacements de population aboutissent momentanément à une kalenjinisation des campagnes et à une kikuyuisation des villes²⁵.

Ces violences ont été organisées. Une partie d'entre elles fut le fait de gangs de militants ODM (principalement des Kalenjin) visant les supposés supporters PNU. Du fait de l'ethnisation de la politique kenyane depuis l'Indépendance, les premiers étaient plutôt kalenjin et les seconds plutôt kikuyu. Cette violence politique a dégénéré puisqu'elle a entraîné des contre-attaques de la part des Kikuyu. Néanmoins, la réalité est plus complexe que le simple affrontement interethnique, aussi indéniable que peu spontané. À Kuresoi, la violence s'exprime aussi dans des affrontements entre des bandes à la solde d'hommes politiques rivaux – des notables locaux, notamment Cheruiyot et Moses Cheboi²⁶ – quoique de même origine ethnique, en l'occurrence kalenjin. Le rapport de la Commission nationale kenyane des droits de l'homme dénonce l'ancien député de Kuresoi Moses Cheboi comme l'un des instigateurs de cette vague de violence dont l'objectif avoué était de nettoyer la circonscription des Kikuyu²⁷. La planification aurait été décidée

20 – Le GSU est l'équivalent kenyan des CRS français.

21 – Les partis politiques organisent, sans aucune aide financière de l'État, ni aucun garde-fou légal, des primaires – les *nominations* des candidats – destinées à nommer leur candidat.

22 – Plantations qui appartiennent à la famille Moi elle-même.

23 – *Standard*, 5 décembre 2007.

24 – *Daily Nation*, 3 janvier 2008.

25 – Human Rights Watch, *Ballots to Bullets...*, *op. cit.*

26 – Cheboi avait déjà été montré du doigt par le rapport de Human Rights Watch sur les élections de 2002.

27 – KNCHR, *On the Brink of the Precipice...*, *op. cit.*, p. 78.

dès avant les élections, juste après l'épisode des *nominations*. Le 22 décembre 2007, une réunion rassemblant une soixantaine de notables locaux kalenjin à Keringet déclarait la guerre aux Kikuyu et aux Kisii. De plus, il est attesté que la résidence de Moses Cheboi à Olunguruone était un des quartiers généraux des milices kalenjin. L'enjeu était de garantir le siège de député aux Kalenjin et d'interdire l'accès à la terre aux Kikuyu et aux Kisii. Des indices de cette préparation soigneuse de la violence abondent. À Kamwaura, les milices se réunissaient dans les hameaux kalenjin pour ensuite viser les hameaux peuplés de Kikuyu. Dans la division de Kuresoi, les raiders se réunissaient à Kongoi farm, Kio, Ogilge, Set Kobor et Kipkewa, pour attaquer Murinduko, Tegea, Central, Mwaragania, Githima et Kuresoi. Dans la division de Kamara, les raiders se regroupaient à Kapsinendet. Des renforts venaient d'Eldame Ravine. Ce groupe a ravagé le Total Trading Center. À Mau Summit, les raiders se regroupaient soit à Sinendet farm chez un ancien maître d'école à la retraite, soit au Leopard Park Hotel²⁸, situé dans le petit centre commercial lui-même, où ils étaient stipendiés par l'un des managers de l'hôtel.

Les ferments de la violence

La question foncière

Il existe un relatif consensus sur le fait qu'au Kenya, la question foncière constitue la première cause des tensions, sociales et/ou ethniques. Pourquoi ?

D'abord parce qu'elle irrigue l'ensemble de la vie politique kenyane depuis le temps de la colonisation. Pour comprendre la centralité de la question foncière dans la vie politique kenyane, il faut d'abord revenir au rôle primordial de la disponibilité foncière dans l'accumulation et dans les possibilités de développement. 60 % des Kenyans ruraux et 75 % de la population active trouvent à s'employer dans l'agriculture. Certes, le secteur agricole ne représente que 50 % du produit intérieur brut, mais la terre reste essentielle à la production de richesse, à la reproduction sociale et à la gestion des risques économiques et sociaux, dans la mesure où la tenure constitue un amortisseur de crise indéniable. Plus encore, la propriété se situe symboliquement au centre de l'*ethos* national. Au Kenya, l'épanouissement social passe autant par le mariage et la descendance que par la propriété, parfois même l'acquisition et le défrichement²⁹. Cela explique que, au-delà des évolutions économiques contemporaines qui vont dans le sens d'une urbanisation, d'une industrialisation et d'une tertiairisation des modes d'accumulation, la question foncière innerve encore l'ensemble de la vie politique kenyane. « Pour les Kenyans du cru, la terre possède une valeur spirituelle importante... La terre appartient à une famille

28 – Celui-ci est aujourd'hui le seul bâtiment intact du petit centre commercial, centre de gravité du triangle de la violence, où se séparent les routes de Kericho, Eldoret et Nakuru.

29 – Y. Droz, *Migrations kykuyus. Des pratiques sociales de l'imaginaire*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999, et J. Lonsdale, « Le cas kenyan : un débat moral et politique », *Politique africaine*, n° 90, juin 2003, p. 17-36. Voir également : J. Lonsdale « Soil, work, civilization and citizenship in Kenya », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 2, n° 2, 2008, p. 305-314.

étendue dont beaucoup de membres sont morts, quelques-uns sont vivants et une infinité sont à venir» affirme le rapport de la commission Njonjo³⁰.

Cette dimension est sans aucun doute confortée par l'idéologie ruraliste et anti-urbaine qui façonne les représentations géographiques de la société kenyane. Héritiers des missionnaires pour qui la ville évoque tout à la fois Sodome, Gomorrhe et Babel, les Kenyans la décrivent comme un lieu de perdition, de dépravation, mais aussi de manière ambivalente, d'enrichissement par la prédation³¹. C'est pourquoi, même si leur espace d'enrichissement est de plus en plus la ville, leur horizon d'épanouissement et de réalisation reste clairement rural. Le *shamba* (champ) est un des attributs essentiels de l'homme kenyane. « La propriété foncière [...] est devenue le mètre étalon pour mesurer le succès, même aux dépens des Kenyans sans terre, y compris de ceux qui ont perdu leurs terres dans des transactions douteuses³². » Aussi les inégalités d'accès à la terre attisent-elles les jalousies, les haines et les rancœurs, et elles sont des leviers commodes de mobilisation politique. En cela, les campagnes kenyanes manquent singulièrement d'originalité.

La question foncière s'impose d'autant plus comme le pivot de la vie politique que l'État kenyan, colonial puis postcolonial, s'est construit autour de cette question. Dès le début du xx^e siècle, les Britanniques conçurent en effet le Kenya comme une colonie de peuplement. Avec l'aval de l'administration coloniale, un colonat blanc s'empara de terres vastes et souvent fertiles (7 millions d'hectares au total, pour la plupart à plus de 1 574 mètres d'altitude soit 5 000 pieds, limite altitudinale supérieure du paludisme à l'époque) en expulsant les noirs qui y étaient installés, les regroupant dans des *Natives Reserves* (réserves indigènes) rapidement surpeuplées. L'ensemble de ces domaines agricoles constituait les *White Highlands* (Hautes Terres blanches), plus tard appelées *Scheduled Areas* (secteurs planifiés). Le terroir de Kuresoi – entre 2 300 et 2 800 mètres d'altitude – appartenait à ces terres blanches. De tels grands domaines coloniaux fonctionnaient grâce à une main-d'œuvre agricole recrutée dans les *Natives Reserves*. Cette population salariée avait le droit de cultiver des plantes vivrières annuelles sur de petits lopins localisés aux marges ou dans les bas-fonds des grands domaines, une forme d'usufruit accordé sans contrepartie légale qui faisait d'elle des *squatters*. La construction de l'État colonial au début du xx^e siècle s'est donc appuyée sur l'accapement et la mise en valeur de ce vaste domaine foncier.

La question foncière est d'abord celle des opérations de lotissements des grands domaines coloniaux (*settlement schemes*), ensuite celle des accaparements fonciers

30 – Republic of Kenya, *Report of the Commission of Inquiry into the Land Law System of Kenya on principles of a National Land Policy Framework Constitutional Position of Land and New Institutional Framework for Land Administration* [Chairman C.M. Njonjo], Nairobi, Government Printer, 2002. Ce rapport clôt la commission d'enquête sur le système juridique foncier du Kenya instituée en 1999 et confiée à Charles Njonjo; il est resté sans suite.

31 – Pour une analyse des représentations littéraires de la ville, voir R.J. Kurtz, *Urban Obsessions, Urban Fears. The Postcolonial Kenyan Novel*, Asmara, Africa World Press, 1998, 228 pages.

32 – J. O. Oucho, *Undercurrents of Ethnic Conflict in Kenya*, Leyde, Brill, 2002, p. 155.

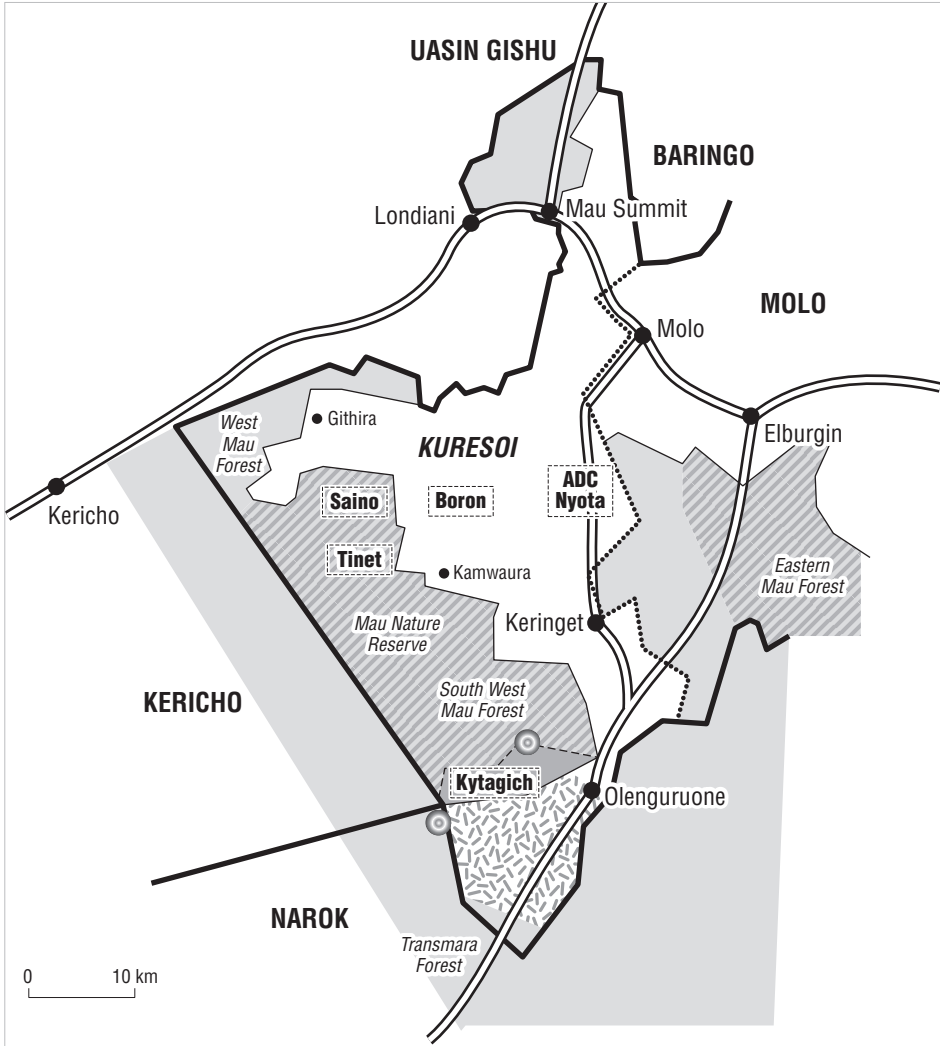
indus et illégaux (*land grabbing*) aux dépens des terres publiques et enfin, celle des déclassements forestiers, notamment opérés à la fin du régime Moi.

Lors de l'Indépendance, de vifs débats ont opposé les radicaux – conduits par Bildad Kaggia et Zedekiah Ahyieni – tenants d'une expropriation sans contrepartie des colons des *White Highlands*, aux libéraux (Khasakhala, Gachgo et Tom Mboya), tenants d'une approche plus conciliatrice, approche financée grâce à un compromis avec l'ancienne métropole. La victoire de l'approche libérale a signifié la victoire du marché comme seule voie pour régler la question foncière, et le rachat des grands domaines blancs financé à 64 % par le gouvernement britannique. Au-delà de ces arrangements politiques, l'un des critères principaux pour acheter une parcelle sur ces grands domaines blancs lotis (les *settlement schemes*) était d'obtenir au préalable un crédit bancaire. Or, ces derniers n'étaient accordés que sur titre foncier, ce qui évinçait *de facto* les paysans sans terres, mais aussi les *squatters* sans titre, d'un processus pourtant censé résoudre la pénurie de terres. Malgré de généreuses pétitions de principe, le processus de sélection fit que les parcelles des lotissements des domaines coloniaux furent attribuées en priorité à des paysans déjà propriétaires, voire à des notables. De plus, ces lotissements ont contribué à transformer certains *squatters*, main-d'œuvre agricole pour les colons blancs installés sur les grands domaines depuis parfois deux générations, en paysans sans terre. Enfin, bon nombre des nouveaux attributaires de parcelles loties se sont empressés d'expulser les *squatters* installés sur leur parcelle nouvellement acquise pour y installer leurs dépendants.

Au cours de la décennie 1968-1979, le rythme des lotissements fonciers n'a pas ralenti. Au contraire, la superficie lotie s'est accrue de 75 %, principalement dans la vallée du Rift (205 %), dans la province centrale (40 %) et dans la province de l'Est (35 %); le nombre des bénéficiaires a été multiplié par six dans la vallée du Rift et dans la province de l'Est, et par deux dans la province centrale. Au cours des années 1980 et 1990, des superficies considérables de terres gouvernementales ou de *trust lands* (terres communautaires) ont été attribuées à des individus haut placés, contribuant à accroître la tension autour de la terre. Il est relativement facile d'établir une corrélation entre les districts, dont celui de Kuresoi, où la proportion de terres publiques est la plus élevée, et ceux où la violence est la plus récurrente³³. Au total, sur la longue durée, « les opérations de lotissement des grands domaines constituent les points focaux de la plupart des violences alors que les attributaires constituent la masse des victimes... Le cas de la division d'Olunguruone dans le district de Nakuru est en cela exemplaire³⁴ ».



33 – M. S. Kimenyi et N. S. Ndung'u, « Sporadic ethnic violence. Why has Kenya not experienced a full-blown civil war? », in P. Collier et N. Sambanis (dir.), *Understanding Civil War Evidence and Analysis*, World Bank, 2005, p. 123-156, p. 155.

34 – *Ibid.*, p. 141.




- Olenguruone Localité
- KERICHO** District et circonscription
- KURESOI** Circonscription
- Limite de district
- Limite de la circonscription de Kuresoi
- South West Mau Forest* Domaine forestier

Opérations de lotissements agricoles

-  Lotissement d'Olenguruone 1941
-  Anciens grands domaines blancs lotis
- Boron** 1982
- ADC Nyota** 1994

Opérations de lotissements aux dépends du domaine forestier

- Tinet** Sans titre pour paysans pauvres surtout
- Kytagich** Avec titre pour élite servant de Nyayo Tea Zone
-  Grandes plantations de thé du Président Moi

La question de l'occupation illégale et/ou du lotissement des forêts se pose également³⁵. Plusieurs cas de figures peuvent être distingués, tous présents à Kuresoi. Le défrichement illégal de la forêt du massif du Western Mau qui enserme le terroir de Kuresoi est essentiellement le fait de paysans sans terre; les lotissements fonciers sur des forêts déclassées – légalement ou non – visent aussi des minorités défavorisées, dans les discours tout au moins car la réalité diffère parfois. Ainsi, en novembre 2001, 1 687 hectares de la forêt du Western Mau, qui dépend de la station forestière de Keringet, dans la circonscription de Kuresoi, ont-t-ils été lotis pour des paysans sans terre. Il reste que le lotissement de certaines forêts favorise parfois certains privilégiés. La liste des 627 attributaires du lotissement de la forêt de Kiptagich, dans la *location* d'Olunguruone, est à ce titre édifiante, tant par son contenu social, que par son contenu ethnique. Décidé en 1997, le déclassement de cette forêt était soi-disant destiné à la réinstallation des Ogiek et des paysans sans terre³⁶. En fait de marginaux, les bénéficiaires du lotissement entrepris entre 1997 et 2003 sont des proches du régime Moi (le président lui-même apparaît nommément, ses sociétés aussi et notamment une compagnie théière, des membres de sa famille, des ministres, des *permanent secretaries*³⁷, d'anciens députés de la KANU, d'anciens ambassadeurs, des officiers supérieurs, des managers d'entreprises, etc). Les attributaires sont dans leur majorité kalenjin, même si on voit apparaître quelques officiers supérieurs kikuyu. La taille des lots varie de 94 hectares à moins de 2 hectares. Le rapport Ndung'u sur les accaparements illégaux de terres pendant la période Moi montre qu'il s'agit donc d'un véritable front pionnier kalenjin, établi aux dépens de la forêt du Western Mau, mais tout près d'Olunguruone, c'est-à-dire d'un lotissement majoritairement kikuyu. En effet, des parcelles ont été réservées pour des écoles, des dispensaires, des édifices religieux ou administratifs, etc. Contrairement à certains déclassements forestiers qui, anticipant ou suivant en cela les recommandations du rapport Ndung'u, ont été annulés dès l'arrivée de Mwai Kibaki au pouvoir en 2002 et dont les allocataires furent chassés *manu militari*, le lotissement de Kiptagich n'a pas subi de modification. Parmi les attributaires, le « nouveau » *member of Parlement*, c'est-à-dire député de Kuresoi, Cheruiyot, dispose d'une parcelle de 8,4 hectares sur laquelle il a fait construire une villa palatiale.

À l'échelle nationale, une des causes de la récurrence des tensions est que, malgré la centralité de la question foncière et l'acuité de la pénurie de terres dans certains des districts les plus peuplés, l'éventualité d'une réforme foncière n'a jamais été

35 – Pour une analyse des tensions qui travaillent le domaine forestier kenyan, voir D. Ruysschaert, « Gouvernance forestière au Kenya : le cas de la forêt du Maasai Mau », *Cahiers d'Afrique de l'Est*, n° 34, janvier-mars 2007, IFRA-Nairobi, p. 1-55.

36 – Les Ogiek sont une ethnie de chasseurs-cueilleurs en cours de sédentarisation. Voir K.A. Kratz, « Are the Ogiek really Maasai? Or Kipsigis? Or Kikuyu? », *Cahiers d'études africaines*, 1980, n° 79, p. 355-368. Et aussi la somme de ses travaux : C.A. Kratz, *Affecting Performance. Meaning, Movement and Experience in Okiek Women's Initiation*, Washington-Londres, Smithsonian Institution Press, 1994, 469 pages.

37 – Les *permanent secretaries*, tout à la fois chefs de cabinet et secrétaires exécutifs des ministres, sont les plus élevés des hauts fonctionnaires alors que les ministres sont nécessairement des parlementaires et donc avant tout des hommes politiques. Néanmoins, la distinction entre fonctionnaires et hommes politiques est ténue, les premiers étant souvent au courant des secrets des seconds et des alliés précieux dans la vie politique agitée du pays.

évoquée depuis l'Indépendance. Des rapports nombreux et précis ont été rédigés sur la question, sans même que, paradoxalement, l'idée d'une réforme agraire soit suggérée. Ainsi en 2002, avant même la transition politique, le pouvoir Moi finissant avait commissionné Charles Njonjo pour réfléchir à la question foncière. Son rapport est resté sans suite. En 2004, on a diffusé le rapport Ndung'u consacré aux exactions foncières du régime Moi³⁸. Mais depuis, « aucune action n'a été entreprise pour exécuter les recommandations de ces rapports³⁹ ». Les thèmes de l'accès à la terre et du nivellement des inégalités foncières criantes dont souffre ce pays ne constituent pas un fil directeur explicite des campagnes électorales. S'il est vrai que ces dernières soulèvent toujours la question des exactions foncières des nantis et du statut des *squatters*, jamais un travail d'ensemble sur le foncier et surtout pas l'idée d'une réforme agraire ne trouvent place dans le débat. Les intérêts croisés du bloc d'assimilation réciproque des élites⁴⁰, toutes tendances et toutes ethnies confondues, expliquent cette réticence à ouvrir la boîte de Pandore. Aborder la question foncière par le biais de l'idée de réforme foncière reviendrait en effet à s'interroger sur la légitimité des immenses fortunes acquises lors de l'Indépendance. À cette époque, parallèlement aux opérations de lotissements évoquées plus haut, des superficies plus importantes encore ont été transférées, purement et simplement, des colons blancs à la bourgeoisie noire, kikuyu principalement, mais pas seulement. Durant les années 1970-1980, de très vastes superficies des domaines de l'État – notamment des fermes de l'Agricultural Development Corporation⁴¹ – ont été achetées à des prix inférieurs au marché par des gens bien placés. Ainsi est-il de notoriété publique que, pour ne citer qu'eux, Mwai Kibaki et Daniel Arap Moi possèdent chacun plusieurs fermes dans la vallée du Rift.

Après la seconde guerre mondiale, la revendication d'indépendance a pris corps autour de la revendication de l'accès à la terre, d'une part sous la forme d'un droit à la tenure et d'autre part, sous la forme du droit à un gouvernement africain d'un État situé en Afrique⁴². L'intrication entre ces deux échelles de revendication, l'échelle micro et l'échelle macro, est en partie à l'origine de celles des facteurs de la crise actuelle. De fait, les hommes politiques utilisent constamment la question de

38 – Republic of Kenya, *Report of the Commission of Inquiry into the Illegal/Irregular Allocation of Public Land*, Nairobi, Government Printer, juin 2004, 241 pages + 2 volumes d'annexes.

39 – P.M. Syagga, « Land ownership and use in Kenya: policy prescriptions from an inequality perspective », in *Readings on Inequality in Kenya Sectoral Dynamics and Perspectives*, Society for International Development, Nairobi, 2006, p. 307.

40 – J.-F. Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

41 – L'Agricultural Development Corporation (ADC) est une entreprise parapublique, constituée d'un certain nombre de grands domaines blancs rachetés par l'État après l'Indépendance. Voir D. Foeken et N. Tellegen, *Tied to the Land Living Conditions of Labourers on Large Farms in Trans Nzoia District, Kenya*, Aldershot, Avebury (Research Series / African Studies Centre, 1), 1994, 157 pages. La plupart des fermes de l'ADC ont été subdivisées, et les lots vendus à des soi-disant paysans sans terre, posant là encore les questions de l'accaparement foncier et de l'allochtonie, mais aussi de la précarité de la tenure puisque souvent ces subdivisions ne se sont pas accompagnées de l'édition des titres fonciers idoines.

42 – Les historiens ont montré le lien entre la résistance anti-coloniale et le rejet des politiques anti-érosives qui manifestaient très concrètement l'ingérence des colonisateurs au cœur des parcelles et des pratiques culturelles. Voir entre autres D. Anderson, *Eroding the Commons. The Politics of Ecology in Baringo, Kenya 1890-1963*, Oxford, James Currey (Eastern African Studies), 2002, 336 pages.

l'accès à la terre pour mobiliser les votes ou les énergies violentes dans leur stratégie de conquête de mandats parlementaires et de responsabilités gouvernementales⁴³. Cette intrication entre les revendications foncières populaires et les stratégies des hommes politiques est complexifiée par le débat sur la forme de l'État postcolonial, débat portant sur la notion de *majimbo*. On doit traduire de façon littérale le terme *majimbo* par « fédéralisme ». À l'Indépendance, ce principe est soutenu par les petites ethnies (Kamba, Kalenjin, Taïta et Mijikenda notamment) inquiètes du risque d'hégémonie des grandes ethnies, en particulier les Kikuyu et les Luo, dont les leaders sont alors favorables à une conception centralisée du gouvernement⁴⁴. Mais les Luo, exaspérés par la marginalisation dont ils font l'objet de la part du régime de Jomo Kenyatta, puis de Daniel Arap Moi, commencent à adhérer à cette idéologie *majimbo* qui tend désormais à signifier « préférence régionale⁴⁵ » et à être interprétée comme un *quitus* pour expulser les allochtones des régions où, conformément à des représentations géographiques complètement construites, ils n'auraient soi-disant aucun droit à résider. En opposition au *majimbo*, les tenants d'une république unitaire insistent sur le droit pour tous de résider et de posséder de la terre n'importe où au Kenya, quels que soient leur origine et leurs lieux de naissance. Comme on peut s'y attendre, les Kikuyu sont dans l'ensemble attachés à cette conception quasi jacobine de la République, conception sur laquelle se greffe aisément, ou qui justifie, leur expansionnisme foncier. Significatif de cette confusion scalaire et de l'intrication entre les problématiques foncières, constitutionnelles et politiques est le fait que, pendant la campagne électorale de 2007, les deux seules véritables pierres d'achoppement programmatique entre le PNU et l'ODM concernaient d'une part la suite à accorder au rapport Ndung'u, et d'autre part l'éventuelle réforme de la construction de l'État kenyan. Cherchant à se rallier les petites gens exaspérés par les indécidables répétées des grands du pays et à se concilier les périphéries nationales, l'ODM plaidait tout à la fois pour l'application des recommandations brûlantes du rapport Ndung'u et pour l'implémentation d'une réforme constitutionnelle dans le sens du *majimbo*. Le pouvoir Kibaki freine évidemment des quatre fers.

Le sentiment anti-kikuyu

Outre les tensions foncières, la violence s'est construite sur le sentiment anti-kikuyu⁴⁶. Celui-ci est largement partagé par les Kenyans non originaires de la province centrale, appuyé sur le mot d'ordre « 41 contre 1 », alimenté par des représentations de l'inégalité de richesse et de détention foncière dont bénéficieraient les Kikuyu et dont pâtiraient les 41 autres ethnies.

Des éléments factuels concourent à ces représentations aux sources de la xénophobie anti-kikuyu. D'abord, le niveau de développement de la province centrale est incontestablement plus avancé que celui des autres provinces. La province

43 - Au Kenya, on ne peut être nommé ministre si on n'est pas d'abord élu député.

44 - Voir D. Bourmaud, *Histoire politique du Kenya : État et pouvoir local*, Paris, Karthala, 1988.

45 - C. Médard, « Quelques clés pour démêler la crise kenyane... », art. cit.

46 - Pour une analyse du sentiment anti-kikuyu, voir entre autres, H. Maupeu, « Kikuyu capitalistes. Réflexions sur un cliché kenyan », *Outre-Terre*, n° 11, 2005, p. 493-506.

centrale et les districts mitoyens de Laikipia et de Nakuru – peuplés en majorité de Kikuyu – sont les seuls où le pourcentage de pauvres ruraux est inférieur à 40 %⁴⁷. Partout ailleurs, à la campagne, la proportion dépasse 60 %. Le district de Migori, le district le moins pauvre des deux provinces de Western et de Nyanza, est une fois et demie plus pauvre que le plus pauvre des districts de la province centrale. Les chiffres du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans, l'analphabétisme des adultes, l'accès à l'eau potable et à des soins de qualité convergent en faveur de Nairobi et de la province centrale⁴⁸.

Outre le ressentiment dû à ces inégalités, le sentiment anti-kikuyu trouve sa source dans la peur d'un expansionnisme kikuyu bel et bien revendiqué. Celui-ci constitue le cœur de l'identité de l'homme kikuyu achevé. Yvan Droz a démontré combien la conquête foncière compte pour l'*ethos* kikuyu⁴⁹. La colonisation a alimenté un premier mouvement d'émigration hors de la province centrale. En effet, les grands domaines des *White Highlands* de la vallée du Rift avaient besoin d'une main-d'œuvre qui fut fournie en majorité par les populations à fortes densités de la province centrale. L'Indépendance a ensuite donné aux Kikuyu l'opportunité d'acquérir des terres dans le cadre des opérations de *settlement schemes*. Grâce à l'éducation missionnaire, aux emplois salariés, aux effets induits précoces du plan Swynnerton⁵⁰, les Kikuyu ont pu fournir les garanties hypothécaires nécessaires aux prêts bancaires pour acheter sur les lotissements des grands domaines blancs, notamment le Lotissement d'un million d'acres (*Million-Acre Scheme*)⁵¹, ou participer aux coopératives foncières (*land-buying companies*), principaux investisseurs dans les lotissements fonciers des terres blanches⁵². Ils ont donc bénéficié d'un accès privilégié aux prêts bancaires et aux lotissements fonciers. « Pendant la période Kenyatta (1963-1978), les Kikuyu ont été les principaux bénéficiaires des lotissements fonciers. Ils ont colonisé de grands morceaux de la province de la vallée du Rift au grand dam des Kalenjin dont les autorités locales n'avaient aucun

47 – MOPED (Ministry of Planning and Economic Development)-CBS (Central Bureau of Statistics), « Kenya poverty incidence district level », Carte 41A, *Geographic Dimensions of Well-Being in Kenya Where are the Pooors?* Nairobi, CBS, 2003 p. 20 sqq.

48 – African Research Institute, *Kenya : a Nation Fragmented*, février 2008, p. 2.

49 – Y. Droz, *Migrations kykuyus...*, op. cit.

50 – Les recommandations du plan Swynnerton de 1954 et de l'East African Royal Commission de 1953-1955 – réponses développementalistes à la révolte mau-mau qui secouait alors le Kenya – concourent à mettre en place une politique foncière d'inspiration libérale dans les zones de fortes densités ie les *Natives Reserves*, à commencer par celles de la province centrale. Cette politique était destinée à répondre à la revendication foncière des Africains et à les impliquer dans l'agriculture de rente, considérée comme la colonne vertébrale du futur développement kenyan. Privatisation foncière, cadastration, bornage favorisent l'embocagement du paysage et la diffusion des cultures de rente : thé, café, pyrèthre. Ils constituent le sésame pour l'accès au crédit hypothécaire et indirectement l'accès aux lotissements fonciers entrepris sur les *White Highlands*. Débutée dès la fin des années 1950 dans la province centrale, cette politique constitue une des clés pour comprendre le Kenya d'aujourd'hui.

51 – C. Leys, *Underdevelopment in Kenya. The Political Economy of Neo-colonialism*, Berkeley-LA, UCLA Press, 1975.

52 – Une de ces coopératives aurait acquis 51 539 acres sur le plateau Laikipia, 21 050 à Njoro et Nakuru, 1 200 à Molo, plus de 400 acres à Bahati et 1 400 acres à Mau Narok.

contrôle sur ces transferts fonciers⁵³.» Les transferts fonciers qui ont accompagné l'Indépendance ont profité davantage aux Kikuyu qu'aux autres groupes ethniques, alimentant la rancœur des frustrés. Par exemple, les Kikuyu représentent 45 % des bénéficiaires du *Million-Acre Scheme*⁵⁴. En 1975, Leys rapporte que sur un échantillon de 162 coopératives foncières, 120 rassemblaient exclusivement des Kikuyu⁵⁵. «Ce processus favorisa les Kikuyu plus qu'aucun autre groupe ethnique et amputa les terres des Kalenjin qui devinrent irrédentistes et déterminés à reconquérir leur territoire occupé⁵⁶.» «Les Kalenjin se tinrent calmes jusqu'à l'époque Nyayo⁵⁷, quand ils jurèrent de remédier à l'accaparement de leur terre par les Kikuyu. Les conflits ethniques qui en résultèrent auraient été suffisants pour allumer une guerre civile au Kenya si de puissantes organisations non gouvernementales locales (le Conseil national des églises du Kenya), le Programme de développement des Nations unies et d'autres agences n'avaient pas insisté pour que le gouvernement du Kenya arrête l'ouragan⁵⁸.»

Par ailleurs, à Nairobi, les néo-migrants originaires des provinces de Nyanza, de la côte ou de l'Ouest se sont retrouvés confrontés à la rapacité des propriétaires, le plus souvent des Kikuyu, si bien que «dès 1952, les Kikuyu s'étaient rendus presque aussi impopulaires que l'administration coloniale⁵⁹».

Pourquoi la récurrence des violences à Kuresoi ?

Mais pourquoi ces tensions foncières et ethniques relativement partagées au Kenya dégénèrent-elles en violences plus souvent à Kuresoi qu'ailleurs ? En effet, il est attesté que la violence frappe Kuresoi depuis des années. Human Rights Watch parle «d'un cycle sans fin de la violence⁶⁰». Depuis 1991, le nettoyage ethnique y est une pratique récurrente. Avant chaque élection générale (1992, 1997, 2002) et avant le référendum de 2005, la circonscription avait déjà fait la une des journaux.

53 - J.O. Oucho, *Undercurrents of Ethnic Conflict in Kenya*, op. cit., p. 152.

54 - La question foncière est également au centre des conflits politiques internes qui travaillent la société kikuyu. En effet, la révolte mau-mau, qui débute comme une lutte des Africains contre l'occupation européenne, a ensuite dégénéré en guerre civile opposant dans la province centrale les propriétaires aux paysans sans terre et les loyalistes aux révoltés. En 1959, la *Land Registration (special areas) Ordinance* a redistribué les terres confisquées aux rebelles aux loyalistes, dont les 100 000 *home guards* recrutés par les Britanniques pour mater la révolte. Aussi celle-ci s'est-elle soldée par un vaste transfert de terres au profit des loyalistes qui ont gagné le droit à une tenure, bornée, cadastrée, immatriculée et susceptible de servir de garantie hypothécaire auprès des banques et aux dépens des rebelles.

55 - C. Leys, *Underdevelopment in Kenya...*, op. cit.

56 - J.O. Oucho, *Undercurrents of Ethnic Conflict in Kenya*, op. cit., p. 166.

57 - L'ère Nyayo est l'ère Moi. Nyayo signifie «suivre les pas» : par là Daniel Arp Moi signifiait qu'il suivait les traces prestigieuses de Jomo Kenyatta.

58 - J.O. Oucho, *Undercurrents of Ethnic Conflict in Kenya*, op. cit., p. 152.

59 - D.W. Throup, *Economic and Social Origins of Mau Mau 1945-1953*, Nairobi, Heinemann-Kenya, 1988, p. 421.

60 - Human Rights Watch, *Ballots to Bullets...*, op. cit., p. 56.

Un héritage de la période coloniale

À Kuresoi, la situation est compliquée par les héritages actuels de l'histoire de la circonscription. « À Kuresoi, la tension remonte à l'époque coloniale⁶¹. » En effet, sous la colonisation, le terroir de Kuresoi dépendait du district de Nakuru qui appartenait aux *White Highlands* mais avait la particularité d'être le seul district de cet ensemble foncier à ne pas avoir de *Natives Reserves* peuplées d'Africains⁶². Le district de Nakuru n'était donc peuplé que de blancs, les seuls noirs résidents étant alors des travailleurs urbains dotés du *kipande*⁶³ ou bien des ouvriers ou *squatters* agricoles sur les grands domaines des Européens⁶⁴. Aussi, à partir de 1961, ce district a-t-il été progressivement peuplé d'Africains, tous venus d'autres districts, tous allochtones *stricto sensu*. Même si, dès cette période, 50 % des habitants du district de Nakuru étaient Kikuyu, cette convergence de mouvements migratoires d'origines différentes, porteurs d'*ethos* contradictoires, était source de tensions, surtout dans la partie occidentale du district sur l'escarpement Mau (*Mau escarpment*) et son revers. C'est pourquoi les rapports faisant état de tensions dans cette région étaient alors légion. « Les Kalenjin ne cachaient pas qu'ils entreposaient des armes traditionnelles en vue du jour inéluctable, probablement après l'indépendance, quand ils auraient à combattre les Kikuyu et peut-être les Luo pour le contrôle de leur propre terre, notamment dans la moyenne et haute vallée du Rift⁶⁵. »

Throup rappelle cependant que les troubles de la guerre mau-mau (1954-1957) n'ont pas débuté dans la province centrale mais dans la vallée du Rift, et plus particulièrement à Olenguruone – division du district de Kuresoi⁶⁶. « Olenguruone joua un rôle crucial dans la mobilisation dans la vallée du Rift, notamment dans la région de Njoro-Molo. [...] Olenguruone fut le premier endroit où en 1944 un nouveau serment fut prêté pour assurer l'unité kikuyu. Il s'agit là du moment fondateur des premiers serments mau-mau. Entre 1941 et 1950, la longue lutte menée à Olenguruone inspira bien des communautés kikuyu tout à la fois dans la vallée du Rift et la province centrale⁶⁷. » Ces Kikuyu d'Olenguruone avaient été installés sur ce lotissement (*settlement scheme*) par l'administration coloniale dès 1941 ; la même administration les en expulsa entre 1949 et 1950 au prétexte que les règles de culture n'étaient pas respectées, alors que les Kikuyu assuraient avoir reçu d'elle des *githaka land rights*. Elle plantait les germes d'un ressentiment foncier très fort des Kikuyu sur un terroir forestier de l'escarpement Mau. Throup souligne ainsi l'ancienneté de l'installation de Kikuyu à cet endroit, l'intrication des revendications foncières,

61 – « In Kuresoi, the tension can be traced back to the colonial time », *Daily Nation*, 3 janvier 2008.

62 – KNCHR, *On the Brink of the Precipice...*, *op. cit.*, p. 70.

63 – Le *kipande* était le passeport urbain qui était délivré par l'administration aux seuls noirs détenteurs d'un emploi. Faute de ce titre, les Africains présents en ville étaient dans l'illégalité.

64 – Republic of Kenya, *Report of the Judicial Commission Appointed to Inquire into Tribal Clashes in Kenya (Akiwumi report)*, Nairobi, Government Printer, 1999, p. 116 et 119.

65 – *Annual Report for Nakuru* de 1961, cité par le rapport Akiwumi, *op. cit.*, p. 116.

66 – Pour une mise en contexte de cette portion du terroir de Kuresoi, voir D. Throup, *Economic and Social Origins of Mau Mau 1945-1953*, Londres, James Currey, 1987, p. 120-138 et H. Maupeu, « Retour sur les violences », *Cahiers d'Afrique de l'Est*, n° 37, janvier-avril 2008, p. 11-49.

67 – Throup, *op. cit.*, p. 412.

nationalistes et ethniques puisque l'installation à Olenguruone était clairement interprétée comme une conquête aux dépens des Masai ou des Kipsigis. De même la référence fréquente à des hauts lieux de mémoire inscrit-elle dans le sol les stratégies des uns et des autres. La référence au premier *settlement scheme* d'Olenguruone – haut lieu de la résistance kikuyu au colonialisme britannique⁶⁸ – ancre l'ethno-nationalisme kikuyu. *A contrario*, la référence à la Chepakundi Farm habitée par des Kikuyu et des Kisii jusqu'en 1992, puis « nettoyée » et aujourd'hui (re)peuplée de Kalenjin, nourrit l'imaginaire « tribal » des Kalenjin de Kuresoi.

En 1996, le pouvoir a séparé la circonscription de Kuresoi de celle de Molo. Celle-ci était alors une des plus grandes et des plus disputées du Kenya. Cette scission⁶⁹ entre les deux circonscriptions de Molo et de Kuresoi avait été justifiée à l'époque par le souci de rétablir l'équité avec d'autres circonscriptions plus petites et moins peuplées. Elle visait aussi à séparer les territoires acquis à l'opposition et dominés par les Kikuyu entre Molo et Nakuru, des secteurs situés entre Molo et la forêt du Western Mau, au peuplement plutôt kalenjin, acquis au pouvoir Moi et à la KANU⁷⁰. De fait et jusqu'aux élections de 2007, la circonscription de Kuresoi a été un des bastions de la KANU.

En 2004, le pouvoir NARC (National Alliance Rainbow Coalition), dans la même logique que le gouvernement Moi, institua le district administratif de Molo, comprenant les deux circonscriptions électorales de Kuresoi et Molo prises sur le district de Nakuru. Les justifications avancées étaient que les violences interethniques qui y avaient déjà eu lieu depuis 1991 résultaient en partie de l'éloignement de l'administration et de la police de district, et que les institutions de l'ordre et de la sécurité se rapprocheraient du terrain avec la création d'un nouveau district.

Le souvenir d'épisodes sanglants joue également dans la résurgence localisée de la violence. En effet, la géographie et les modalités des affrontements de 2007-2008 n'ont pas changé depuis la fin de l'année 2006 et l'année 2005. Le 9 novembre 2006, c'étaient déjà des attaquants venus d'Ogilge qui avaient brûlé des maisons à Mwaragania, non loin de Kuresoi, et y avaient tué un commerçant. La violence de 2007 est directement liée à celle de 2006. Dès après le référendum de 2005, des conflits ont opposé les partisans du gouvernement de coalition et ceux de l'opposition : l'ODM. Ces conflits visaient déjà à expulser les Kikuyu et les Kisii. La prévisibilité de l'explosion de violence était donc grande.

68 – *Ibid.*

69 – F. Grignon, M. Rutten et A. Mazrui (dir.), *Out of the Count. The 1997 General Elections and Prospects for Democracy in Kenya*, Kampala, Fountain publishers, 2001, 652 p., et H. Maupeu, M. Katumanga et W. Mitullah (dir.), *The Moi Succession. The 2002 Elections in Kenya*, Nairobi, Transafrica Press, 2005, 434 pages.

70 – Voir à ce sujet, C. Médard, *Les territoires de l'ethnicité*, thèse de doctorat de géographie, Paris, université Paris-I, 1999.

Une région attractive

Classiquement, le différentiel de densités constitue un des arguments du géographe pour expliquer l'attractivité des zones relativement peu peuplées sur les populations des zones à fortes densités. Or, les densités des circonscriptions de l'escarpement Mau, dont Kuresoi, sont sensiblement inférieures à celles de la province centrale, du pays kisii, et des districts kipsigis et nandi voisins. De fait, la taille moyenne des exploitations est plus grande sur l'escarpement Mau que dans les districts de départ. Par contre, la qualité des sols sur les hautes terres de Kuresoi reste sujette à caution. Pour certains, elle renforcerait le caractère attractif de l'escarpement Mau pour des agriculteurs. Regardant vers l'ouest-sud-ouest, exposé aux vents d'ouest chargés d'une humidité venue du lac Victoria, le terroir reçoit plus de 2 000 mm d'eau par an et bénéficie de plus de 200 jours de précipitations qui assurent à ses sols une humectation favorable à des rendements élevés, d'autant plus que les sols d'origine volcanique y sont très fertiles⁷¹. À l'inverse, Throup déplore des conditions climatiques difficiles, peu favorables à l'agriculture⁷². Quoi qu'il en soit, le différentiel de densités fait de cet espace interstitiel entre deux bastions ethniques un véritable front pionnier, tant pour les Kikuyu, recrutés par le biais des églises et des sectes, que pour les Kalenjin, installés jusqu'en 2002 à l'instigation du pouvoir sur des lotissements – légaux, irréguliers ou illégaux – aux dépens de la forêt. Cette convergence vers le même espace de mobilités d'origines différentes, dotées d'*ethos* contradictoires, ouvre la potentialité d'un affrontement. Cependant, ni le différentiel de densités ni la convergence des mouvements migratoires sur un espace ne sont en eux-mêmes porteurs de conflits. Ce sont les stratégies des acteurs et leurs représentations qui activent cette potentialité et transforment les tensions en violences.

Les recensements et les listes électorales enregistrent une croissance démographique de la circonscription ou des *locations* qui la composent largement supérieure à la moyenne nationale. *Grosso modo*, mesurée à partir des inscriptions sur les listes électorales de 1997, 2002 et 2007, la croissance démographique de Kuresoi atteint 5 % par an alors qu'elle ne dépasse pas 2,5 % par an pour l'ensemble du Kenya. Les recensements de 1989 et 1999 montrent l'attractivité de la *location* de Kerisoï dont la population a été multipliée par 1,8. Certes, pour les *locations* de Langwenda, Muriginyi/Ikumbi et Keringet, la croissance démographique a été moindre puisque la population n'a été multipliée que par 1,3. Plus au sud-ouest de la circonscription, dans la *location* très conflictuelle d'Olunguruone, la population est passée pendant la période intercensitaire de 23 000 à 33 000 personnes, soit un accroissement bien supérieur au seul bilan naturel, révélant un bilan migratoire positif. Cette circonscription violente ne manque donc pas d'attractivité,

71 – M.J. Kinyanjui, *Entertaining Weeds in Peasant Farms. The Case of Kuresoi Division in Kenya*, Molo, COFEG, 2002, 4 pages. On appréciera l'ironie (involontaire?) d'un tel article, au demeurant apparemment très sérieux, écrit par un Kikuyu, quand on sait que les notables kalenjin appelaient à l'arrachage des mauvaises herbes (*weeds*), entendant par là à opérer un nettoyage (ethnique) radical de la terre kalenjin, aux dépens évidemment des Kikuyu.

72 – D.W. Throup, *Economic and Social Origins of Mau Mau 1945-1953*, Nairobi, Heinemann-Kenya, 1988, p. 120-138.

contrairement aux régions violentes du nord de l'Ouganda. Ici la violence n'est pas synonyme de répulsivité migratoire, paradoxe durable qu'il faut tenter d'expliquer. En effet, les mêmes personnes qui dénoncent leur vie à Kuresoi comme un enfer, décrivent le jour de leur retour sur leurs fermes comme «le plus beau jour de leur vie⁷³»! Ce qui frappe à la lecture des témoignages rapportés des zones de conflits et plus précisément de Kuresoi, c'est le paradoxe qui consiste à constater tout à la fois la récurrence des violences et l'entêtement des gens à continuer à y vivre, voire à venir y vivre. «Pour Mary Nyambura Mwaura, pendant les quinze dernière années, la vie a été un enfer» et «Monsieur Isaac Nyagetiri installé à Sundu en 1961, a fui sa maison en 1992 [...] mais s'est réinstallé sur sa ferme en 1994»⁷⁴. Paradoxe difficile à expliquer donc que l'attractivité non démentie de cet espace violent sur des populations pourtant tout à fait informées des tensions qui le travaillent et des risques encourus par ceux qui s'y installent.

Faiblesse structurelle de l'appareil d'État

Cherchant les causes et les responsabilités des violences interethniques, bien des analyses accusent la faiblesse structurelle de l'appareil d'État, voire son incapacité à remplir ses fonctions.

La faiblesse de l'État concerne d'abord le monopole de la violence légitime. Il est vrai que la discrétion de la police au moment des conflits, des violences et des nettoyages ethniques a ouvert des espaces de nuisance aux milices, aux pilleurs. Elle est en partie due à un manque de moyens patent. Le poste de police de Kuresoi ne dispose d'aucun véhicule et le détachement le plus proche des zones de plus fortes tensions de Kamwaura ne compte que trois policiers! Il n'y aurait soi-disant pas non plus d'officiers de renseignement généraux à Kuresoi. De plus, le district de Molo, dont dépend la circonscription, n'a pas eu de préfet de district (*district commissioner*) pendant les semaines qui précédèrent les élections. L'insécurité et la violence se nourrissent indubitablement de ce vide d'État. La question est de savoir si cette absence ne résulte pas d'une intention délibérée de la part des autorités. D'autant qu'il est avéré que les tensions, la violence et l'insécurité se nourrissent également de la partialité de la police qui détourne parfois le regard plutôt que de s'interposer entre les belligérants, entre les gangs et leurs victimes. Le rapport de la Commission nationale kenyane des droits de l'homme affirme qu'à Olunguruone, une des divisions de Kuresoi, des miliciens kalenjin ont pu piller et incendier des boutiques appartenant à des commerçants kikuyu à moins de 100 mètres du poste de police! On peut dès lors se demander si l'explosion de la violence ne faisait pas partie du scénario du pouvoir, dans la mesure où les témoignages concordent pour dire que le gouvernement avait été mis au courant – notamment par ses organismes policiers – des possibilités d'explosion de violences avant les élections⁷⁵.

73 – *Standard*, 6 mai 2008

74 – «For Mary Nyambura Mwaura, life has been hell for the past 15 years» et «Mr Isaac Nyagetiri settled in Sundu in 1961 and first fled his home in 1992 [...] but return to his farm in 1994» (*Sunday Nation*, 9 décembre 2007).

75 – *Daily Nation*, 18 mai 2008

L'une des faiblesses des institutions tient à leur partialité. Le précédent préfet de district de Kuresoi s'appelait Jan Ireri et était originaire de la province centrale, l'actuel a pour nom Salim et est originaire de la province du Nord-Est ; il appartient donc à une ethnie neutre. Sur le terrain, les gens s'accordent à trouver à monsieur Salim des qualités qui manquaient à son prédécesseur. La question de la partialité ou de l'impartialité des encadrements est centrale pour comprendre le recours à la violence. Or à Kuresoi, 80 % des chefs sont kipsigis.

Un déficit de justice

De même, l'un des facteurs qui expliquent la récurrence des crises dans la vallée du Rift en général et à Kuresoi en particulier est l'absence de justice. La culture de l'impunité mise en avant par de nombreux analystes pour expliquer, à l'échelle nationale, la déréliction d'une culture politique démocratique joue également à l'échelle locale. Kuresoi ne remet pas en cause cette analyse puisque ce sont les mêmes notables qui sont responsables des mêmes exactions depuis 2005, voire pour certains depuis 2002. La faillite de la justice contribue à maintenir un niveau de tensions très élevé. Malgré de multiples rapports bien documentés et explicites quant aux responsabilités des uns et des autres, les coupables n'ont pas été inquiétés.

C'est pourquoi, malgré les séances de pacification rituellement organisées par une myriade d'ONG des droits de l'homme, le déficit de cérémonies coutumières de repentance et l'absence de poursuites à l'encontre des coupables expliquent la maturation des ressentiments. Sans cérémonie coutumière, sans pardon, les coupables ne sont ni blanchis, ni pardonnés, et les victimes ne sont pas reconnues. Aussi d'après les représentations communes, ces coupables mourront-ils dans d'atroces souffrances et leurs âmes ne connaissant pas repos, elles feront souffrir la communauté dans son ensemble. En l'absence d'une justice réelle, coutumière aussi bien que technocratique, le pardon ne peut être mené à bien, situation qui contribue au maintien des tensions.

Le pire n'est jamais sûr

«Pourtant, le Kenya n'est pas un autre cauchemar africain⁷⁶», soulignent M.S. Kimenyi et N.S. Ndung'u. Et c'est la vérité car, quoique répétitives, ces violences ne dégènèrent pas en guerre civile. Pourquoi ?

Il faudrait une plus grande pauvreté et l'effondrement de l'État de droit pour que des conflits dégènèrent en guerre civile. Or, si le Kenya connaît tout à la fois une grande pauvreté (puisque près de 53 % de la population vit avec moins de 1 dollar par jour) et une situation politique très conflictuelle, il est parvenu jusqu'à présent à éviter le pire. Certes, le pourrissement de la situation et le spectre de la guerre civile atteignaient en janvier un point tel, que les références, si ce n'est au Rwanda,

76 – M.S. Kimenyi et N.S. Ndung'u, «Sporadic ethnic violence...», art. cit., p. 123-156.

mais tout au moins à la Côte d'Ivoire ou au Libéria, ne paraissaient pas déplacées. Des milices ont bien été habillées, équipées, armées et entraînées. Le 25 mars, le *Daily Nation* révélait qu'un ancien député de la circonscription de Saboti (sur les pentes du mont Elgon) – D. Nakitare – entraînait 205 jeunes gens sur sa propriété. Les discours xénophobes et ethnonationalistes se sont démultipliés. En avril, les adeptes de la secte Mungiki défiaient le pouvoir en défilant dans les rues de Nairobi et en orchestrant une nouvelle vague de violence urbaine. Pourtant, une fois encore, par-delà les horreurs perpétrées, le pire fut évité. Plusieurs arguments viennent expliquer cette résilience du *statu quo*.

D'abord, la relative diversité ethnique du Kenya – quarante-deux ethnies au total, dont aucune ne représente plus de 20 % des habitants – contribue à cette stabilité imparfaite dans le conflit de basse intensité. Aucune des communautés n'est suffisamment hégémonique pour nourrir l'espoir de s'imposer seule, électoralement ou militairement. La politique kenyane est l'histoire d'une quête sans fin d'alliances autant que de conflits interethniques. Si les tensions foncières sont relativement partagées à l'échelle nationale, leur instrumentalisation et les conflits qui s'ensuivent restent circonscrits à des espaces très localisés, souvent des espaces de cohabitation interethnique, certainement des espaces d'affrontement d'ambitions politiciennes contradictoires. Cela se vérifie surtout dans certaines parties du pays, aux marges des bastions ethniques situés sur les anciennes *White Highlands*, ou sur les domaines du gouvernement lotis de manière plus ou moins obscure.

Le poids des bailleurs de fonds internationaux est aussi souvent avancé comme argument. Cela demande à être nuancé car l'aide au développement se situe désormais au-dessous des 10 % du budget de l'État, notamment grâce aux performances des services fiscaux. Même si l'aide représente 50 % du budget du développement, l'État kenyan n'a plus besoin de bailleurs pour son fonctionnement courant. Il reste que la diplomatie d'influence des bailleurs continue de jouer : c'est la pression morale de l'ensemble de la communauté internationale qui est parvenue à faire plier les deux éléphants kenyans – Mwai Kibaki et Raila Odinga –, démontrant, si besoin était, que les hommes politiques kenyans demeurent bien plus sensibles qu'on ne le dit souvent aux regards de la communauté internationale, sensibilité qui constituerait la face vertueuse du nationalisme. À cela il faut également ajouter le poids des milieux d'affaires proprement kenyans qui ont su se faire entendre des hommes politiques.

La classe moyenne urbaine, dont l'horizon d'espérance s'est légèrement élargi avec la croissance économique retrouvée du premier mandat Kibaki (2002-2007) n'a aucun intérêt à verser dans des attitudes belliqueuses. Au cours du premier trimestre 2008, si les urbains ont nettement cédé aux réflexes du repli identitaire (les allusions aux appartenances et aux caractères supposés des uns et des autres se faisaient plus fréquentes, même entre amis d'origines variées, les analyses sur les césures régionales ou claniques intra-ethniques afin de séparer le bon grain et de l'ivraie se répandaient), ils étaient loin de tous s'armer et de financer les milices. J'avais plutôt l'impression d'une masse de gens pris au piège d'une situation qu'ils ne maîtrisaient, ni intellectuellement, ni matériellement.

Par ailleurs, les conflits ethniques, qui constituent l'essentiel de la violence, ont un objectif à court terme, défini en matière de mandat politique, de foncier, ou encore d'accumulation de cheptel. Dans tous les cas, à moyen terme, une fois leur objectif atteint, l'intérêt des assaillants est que l'ordre règne à nouveau pour qu'on en revienne rapidement à un fonctionnement normal des affaires (*business as usual*). Ces mêmes acteurs qui ont activé la violence ont donc intérêt à ce qu'elle s'arrête rapidement. Il semble que les troubles qui agitent périodiquement le Kenya ne soient pas assez rémunérateurs pour qu'une économie de guerre lucrative se mette en place. L'appel régulier et paradoxal aux chefs, aux nouveaux élus, à la police et à l'État pour calmer les fauteurs de troubles emportés par leur élan (jeunes désœuvrés, milices constituées, paysans sans terre, gangs, etc.) en témoigne alors même que, soit par incitation, soit par omission, ces mêmes encadrements politiques peuvent souvent être tenus pour responsables du déclenchement des troubles.

Enfin, il ne faut pas négliger l'impact des appels au calme venus de tous les horizons de la société – leaders religieux, milieux d'affaires, ONG et activistes des droits de l'homme, etc. La référence fréquente, publique, explicite, aux hauts lieux du continent les plus sinistres (Sierra Leone, Liberia, Angola, Rwanda, République démocratique du Congo, Darfour, etc.) a probablement contribué à calmer les esprits. C'est ainsi que sur la côte, au nord de Mombasa (il est vrai bien loin de Kuresoi), à l'initiative conjointe de collectifs résidentiels et d'ONG pour la paix et le développement, probablement aidés par les entrepreneurs touristiques, une campagne de conscientisation, relayée par des panneaux publicitaires, interpellait dès le début février 2008 les passants par la question « Est-ce le Kenya que nous voulons ? » surimposée à une photographie de crânes empilés sortie du Cambodge ou du Rwanda. Ces messages sont-ils arrivés jusqu'à Kuresoi ? Sûrement, d'autant plus qu'il paraît difficile de négliger les efforts de conciliation et de réconciliation menés par les ONG, les églises – notamment le Conseil national des Églises du Kenya (National Council of Churches of Kenya, NCKK) –, l'administration des personnes déplacées, etc.

En conclusion, les recherches comparatistes⁷⁷ suggèrent le lien entre émergence démocratique et déchainements de la violence. Partout, les semi-démocraties, les « *democracies* », les démocraties émergentes, sont sujettes aux manipulations politiciennes et identitaires génératrices de violences. Les entrepreneurs politiques saisissent l'occasion de l'affaiblissement de gouvernements autoritaires pour s'emparer de positions dominantes, tentatives violentes qui accélèrent l'affaiblissement de l'État tout en le délégitimant. Au Kenya, durant la seconde partie du régime Moi (1991-2002), la réponse du pouvoir à la démocratisation a été de cibler les ethnies censées soutenir l'opposition, au premier rang desquelles les Kikuyu, en utilisant le prétexte de la question foncière et en usant de poncifs ethniques afin

77 – E. Hegre, E. Tanja, S. Gates et N. P. Gledisch, « Toward a democratic civil peace? Democracy, political change and civil war, 1816-1992 », *American Political Science Review*, 95 (1), 2001, p. 33-48 et N. Sambanis, « Do ethnic and non ethnic civil wars have the same causes? A theoretical and empirical inquiry (part 1) », *Journal of Conflict Resolution*, 45 (3), 2001, p. 259-282.

d'activer la xénophobie et d'accélérer nettoyages ethniques, expulsions et déplacements. « Il est douteux que les seules causes de la violence dans la vallée du Rift aient été d'origine foncière ou ethnique. La finalité centrale de la violence paraît plutôt viser à maintenir le statu quo dans la région [...]. La principale motivation de la violence est de peser sur le vote [...]»⁷⁸. » Les tensions foncières et identitaires sont refaçonnées en motifs de griefs populaires par des hommes politiques et des notables eux-mêmes avides de pouvoir, de privilèges et de prébendes. L'émergence d'une démocratie pluraliste, contexte favorable aux manipulations populistes et démagogiques, a permis à la soif de pouvoir et à l'avidité des dominants de rencontrer les griefs des bataillons de dominés. La rhétorique de la terre et du territoire – dans toute la confusion des échelles et des contenus : parcelles foncières, terres ancestrales, circonscriptions politiques et État – a rendu possible cette convergence du fait de la surabondance des métonymies, des synecdoques et de l'utilisation métaphorique de hauts lieux. Aussi, le terroir de Kuresoi, par-delà ses particularités historiques et locales, semble illustrer la thèse d'Amy Chua : « Tandis que le marché enrichit la minorité [...] dominante, la démocratisation renforce la voix politique de la majorité. La concurrence électorale provoque l'apparition de démagogues qui désignent la minorité détestée comme bouc émissaire, qui demandent la fin des humiliations et exigent que les richesses de la nation [au Kenya, en l'occurrence le sol] soient redistribuées à leurs "véritables propriétaires"⁷⁹. » Cependant à Kuresoi, la minorité détestée n'est pas celle qui profite en premier lieu des effets bénéfiques de la mondialisation, de la libéralisation et des miracles de la « *Kibakeconomic*⁸⁰ ». Le paradoxe de la violence civile qui travaille certains des hauts plateaux kenyans est la relative proximité sociale entre bourreaux et victimes. Rien de nouveau dans cette manipulation des dominés par les dominants. Les gardes nationaux et communards de mai 1871 provenaient des mêmes faubourgs ; dans les villes d'Afrique orientale, *askaris* et voleurs appartiennent aux mêmes mondes et se croisent dans les mêmes *slums*.

Les conflits ethniques sont-ils causés par les griefs ou par l'avidité (*greeds and grievance*) ? Ce débat qui agite les *ethnic studies* n'a plus lieu d'être à propos de Kuresoi dans la mesure où, après plus de quinze ans de conflits, les deux facteurs s'interpénètrent désormais totalement. Qu'ils soient économiques ou identitaires, tous les facteurs politiques sont mélangés. De même qu'au mont Elgon les principaux protagonistes sont deux dirigeants politiques nés du même clan⁸¹, à Kuresoi les principaux protagonistes sont Cheboi et Cheruiyot, tous deux Kalenjin. Ce constat souligne la responsabilité des puissants et des notables dans le passage d'une situation tendue à une situation violente, il corrobore l'affirmation de S. Wolff sur

78 – M. S. Kimenyi et N. S. Ndung'u, « Sporadic ethnic violence... », art. cit., p. 146.

79 – A. Chua *Le monde en feu. Violences sociales et mondialisation*, Paris, Seuil, 2007, p. 157.

80 – Depuis son élection en 2002, Mwai Kibaki avait mis en place une politique économique libérale, dont les résultats macro-économiques étonnaient le monde puisque les taux de croissance étaient de 5 à 6 %, contrastant avec les contre-performances de l'ère Moi finissante. L'un des ressorts de la forte croissance des années 2002-2005 résidait dans les rapatriements d'argent de la diaspora kikuyu, rassurée par l'accession au pouvoir de l'un des leurs, après vingt-quatre ans d'un pouvoir perçu (à raison) comme fondamentalement anti-kikuyu.

81 – Voir à ce sujet les travaux de Claire Médard.

l'importance des activistes ethniques et des entrepreneurs politiques dans l'émergence des conflits ethniques. Même si tous les actes violents ne sont pas de leur responsabilité, c'est en relançant périodiquement les milices qu'ils entretiennent un climat volatile propice à l'entretien d'une paranoïa croisée, du dilemme sécuritaire et à l'anticipation violente. Cette présentation s'inscrit donc dans le contexte des études sur les conflits ethniques et au total elle met en évidence la relative artificialité et l'aspect réductionniste de l'approche dualiste en termes de griefs et d'avidité matérielle développée par les chercheurs de la Banque mondiale⁸².

82 – P. Collier et A. Hoeffler, «On economic causes of civil wars», *Oxford Economic Papers*, 50, 1998, p. 563-573 et surtout des mêmes auteurs, *Greed and Grievance in Civil War*, Washington DC, World Bank Research Paper, 2001. À la demande de la Banque mondiale qui, impliquée dans le financement et la mise sur pied de politiques de reconstruction (Palestine et Bosnie), souhaitait comprendre les causes des guerres civiles, ces deux auteurs ont créé un modèle d'analyse des guerres civiles. P. Collier et N. Sambanis (dir.), *Understanding Civil War Evidence and Analysis*, *op. cit.* Ils ont été à l'origine du débat «griefs et avidité» parce qu'ils ont insisté sur les causes économiques des conflits civils, modélisant les liens entre pauvreté et violences civiles et minorant, selon certains autres auteurs, le rôle des griefs purement politiques dans la maturation de ces conflits. Il est vrai que le présupposé de départ est que les rébellions constituent des activités, voire des industries, génératrices de profits, transformant ainsi les rebelles en pirates et liant leurs motivations à l'avidité plus qu'à une territorialité identitaire.